

---

Nº 21 - Madrid, 18 May 2010

## **Plan de redressement du gouvernement espagnol et réponse syndicale**

Le 12 mai dernier, le Président du gouvernement espagnol a présenté au Parlement un plan de redressement pour répondre aux exigences de la Commission européenne, de l'Eurogroupe et de l'Ecofin, décidées lors de leurs réunions du 8 et 9 mai.

Voici les principales mesures proposées par le gouvernement, qui veut les approuver par décret-loi :

- Réduction de 5% -en moyenne- des salaires des employés publics, à partir du mois de juillet et gel des salaires en 2011, ce qui implique la rupture unilatérale de l'Accord salarial de la Fonction publique 2010-2012 et conditionne très négativement l'application de l'Accord pour la Négociation collective dans le secteur privé (2010-2012) que viennent de signer CCOO et UGT avec le patronat CEOE;
- Gel des pensions contributives pendant l'année 2011;
- Durcissement des conditions d'accès à la retraite partielle;
- Réduction des droits économiques stipulés dans la Loi sur la prise en charge de la dépendance;
- Réduction de 6 milliards 45 millions d'euros en investissement public entre 2010 et 2011 ;
- Suppression de l'aide aux familles à la naissance de chaque enfant, à partir de janvier 2011 ;
- Réduction de 600 millions d'euros de l' Aide officielle au développement en 2010 et 2011 ;

Ces nouvelles mesures viennent à la suite du premier plan, qui établissait une réduction de 5 milliards d'euros dans les investissements publiques, une augmentation du TVA de 2 points, une causai-congélation des postes de fonctionnaires, et une proposition de réviser el système publique de pensions.

Pour CCOO, ces mesures sont profondément injustes, car le poids de la crise retombe exclusivement sur les travailleurs et les pensionnés. Ne sont prévus ni une augmentation d'impôts, ni un plan cohérent de poursuite de la fraude fiscale. Ces mesures sont en même temps contreproductives: elles ne peuvent que contribuer à empirer la récession de l'économie espagnole en 2010, car elles entraîneront presque nécessairement la chute et de la consommation privée et publique, et de l'investissement public. Ce qui entraînera à son tour plus de chômage - 4.600.000 chômeurs, 20% de la population active, c'est déjà intolérable- moins de rentrées publiques, plus de déficit, plus d'endettement dans un pays plus appauvri.

CCOO et UGT ont décidé de se mobiliser ensemble contre le Plan de redressement du Gouvernement espagnol. Dans une première étape, les mobilisations aboutiront à une grève générale du secteur public le 8 juin prochain.

CCOO dénonce le virage radical de la politique économique et sociale du gouvernement espagnol, dont le niveau d'endettement de 52% du PIB est encore presque 20 points inférieur à la moyenne de l'UE des 27, virage dû au retour aux politiques néolibérales du FMI et des institutions et gouvernements européens, pour affronter la crise de la dette.

Les mesures récentes, dont certaines sont nécessaires, adoptées par l'Eurogroupe et l'ECOFIN pour sauver l'Euro et la stabilité financière de plusieurs pays européens, sont arrivées trop tard. Elles n'ont été adoptées qu'après avoir laissé pourrir la situation des finances publiques grecques dans les marchés de la dette, et avoir permis la contamination à d'autres pays. Les plans de redressement imposés à plusieurs pays se situent dans la tradition la plus rance du FMI, très nuisibles pour les pays qui les avaient adoptés lors de la précédente grave crise financière asiatique de 1997.

Alors que la souveraineté des pays, le bien-être des citoyens et les bases des unions politiques et monétaires européennes sont attaqués par les spéculateurs, l'UE et le G20 sont incapables d'entreprendre la nouvelle réglementation annoncée des marchés financiers. Bien au contraire, en pleine offensive spéculatrice des *hedge funds* contre la dette grecque et l'euro, la Présidence de l'ECOFIN a décidé de retirer de l'ordre du jour de sa réunion de mars le projet de directive qui devait les réglementer. Beau geste de soumission aux pouvoirs antidémocratiques!

CCOO croit qu'il est très important que la Confédération européenne des syndicats soit capable de construire une stratégie d'action syndicale pour que le syndicalisme européen puisse affronter ensemble des orientations politiques si pernicieuses pour les intérêts des travailleurs européens.